

Budgets primitifs 2007 des groupements de communes à fiscalité propre

Avertissement méthodologique :

- Les valeurs présentées ici sont issues de l'analyse des budgets primitifs 2007 pour les communautés urbaines et de l'analyse des budgets primitifs éventuellement corrigés par l'ajout de budgets supplémentaires et de décisions modificatives pour les communautés d'agglomération, les communautés de communes et les syndicats d'agglomération nouvelle. En effet, pour ces groupements, la DGCL traite les états budgétaires de la Direction Générale de la Comptabilité Publique (DGCP) au 30 juin 2007.
- L'analyse des budgets primitifs 2006 n'avait pas été réalisée de façon détaillée, les évolutions entre 2006 et 2007 doivent être interprétés avec précaution.
- Les valeurs moyennes des ratios sont calculées à partir des budgets principaux des groupements de communes à fiscalité propre. Les services annexes ne sont pas pris en compte ici. Par ailleurs, notre analyse porte sur les mouvements réels, en neutralisant dans la mesure du possible les opérations budgétaires d'ordre.
- Enfin il convient de rappeler au lecteur que les résultats présentés correspondent à des prévisions budgétaires votées pour l'année en cours, ce qui signifie qu'ils indiquent les grandes tendances attendues sur les finances de l'intercommunalité en 2007. Ces prévisions peuvent être différentes des opérations réalisées qui ne seront connues qu'une fois l'année achevée.

0 - Budgets primitifs 2007, vue d'ensemble

Au 1^{er} janvier 2007, on recense 2 588 EPCI à fiscalité propre dont 169 communautés d'agglomération [CA], 14 communautés urbaines [CU], 2 400 communautés de communes [CC] et 5 syndicats d'agglomération nouvelle [SAN], regroupant 33 413 communes, soit 54,2 millions d'habitants. Plus de 91% des communes françaises et 86,5% de la population sont désormais membres d'un EPCI à fiscalité propre.

Malgré le ralentissement du rythme de création de nouveaux EPCI en 2007 (15 groupements supplémentaires par rapport à 2006), phénomène lié à une couverture déjà très étendue du territoire, l'intercommunalité poursuit son développement à travers des modifications institutionnelles et des extensions de périmètre.

Le régime de la taxe professionnelle unique (TPU) continue de s'étendre et les EPCI ayant choisi ce type de fiscalité regroupent ainsi, au 1^{er} janvier 2007, 41,8 millions d'habitants, soit plus des trois-quarts de la population totale regroupée.

Dans ce contexte, le budget global des groupements de communes à fiscalité propre (2 507 groupements étudiés¹ sur les 2 588 existants au 1^{er} janvier 2007) devrait atteindre le montant de 39,2 milliards d'euros en 2007, en augmentation de 10,2% par rapport à 2006 soit 31,2 milliards de dépenses hors reversements fiscaux (+6,8%).

Tableau 1 : Prévisions financières des EPCI pour l'année 2007, vue d'ensemble.

Valeurs en millions d'euros

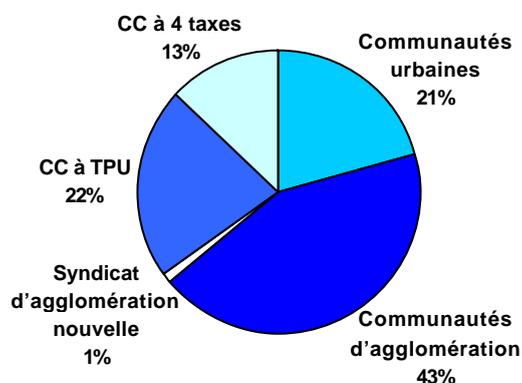
(hors gestion active de la dette)	CU	CA	SAN	CC à TPU	CC à 4 taxes	Ensemble des EPCI	2007/2006
Dépenses réelles totales dont :	8 148	16 850	548	8 605	5 081	39 234	10,20%
Fonctionnement	5 192	11 165	306	5 078	2 437	24 179	7,60%
Investissement	2 957	5 685	242	3 527	2 644	15 055	14,70%
Recettes réelles totales dont :	8 124	16 358	527	7 660	4 484	37 154	7,50%
Fonctionnement	5 436	11 822	341	5 352	2 555	25 505	5,80%
Investissement	2 688	4 537	187	2 308	1 929	11 648	11,50%

Source : analyse par la DGCL des budgets primitifs 2007, éventuellement corrigés des décisions modificatives au 30 juin 2007.

Les communautés d'agglomération et les communautés urbaines représentent à elles seules 64% de la dépense réelle totale.

La nature de ces dépenses évolue, pour laisser une place de plus en plus importante à l'investissement. Le poids des dépenses d'investissement atteint ainsi 38,4% du budget total (36,9% en 2006), en augmentation pour chaque catégorie de groupement. Les dépenses d'investissement maintiennent une croissance élevée en 2007, avec une progression de 14,7% par rapport à 2006.

Répartition de la dépense totale des groupements à fiscalité propre en 2007



¹ Etude réalisée à partir états budgétaires 2007 de la Direction générale de la comptabilité publique. Les comptes DGCP sont la source principale pour l'analyse des budgets primitifs depuis l'année 2006.

1- Les budgets 2007 des 169¹ communautés d'agglomération.

Tableau 2 : Budgets 2007 des communautés d'agglomération.

	Les 169 CA	
(hors gestion active de la dette)	millions €	€/hab
Dépenses réelles totales	16 850	796
hors reversements fiscaux	12 123	573
> Fonctionnement dont :	11 165	527
hors reversements fiscaux	6 438	304
Dépenses de gestion directe	3 822	180
Transferts versés*	1 750	83
Intérêts de la dette	207	10
Reversements fiscaux	4 727	223
Autres dépenses	660	31
> Investissement dont :	5 685	268
Remboursement de dette	668	32
Dépenses d'équipement	3 636	172
Subventions d'équipement	807	38
Recettes réelles totales	16 358	773
hors reversements fiscaux	11 631	549
> Fonctionnement dont :	11 822	558
hors reversements fiscaux	7 094	335
DGF**	3 177	150
dont DGF part intercommunalité	951	45
dont DGF part compensation	2 226	105
Produit TP ou mixte	6 099	288
Compensations fiscales	324	15
Produit TP ou 4 taxes + DGF part compensation - reversements fiscaux	3 597	170
Autres impôts	1 522	72
dont TEOM	1 175	56
Autres recettes	860	41
> Investissement dont :	4 537	214
Subventions et participations	1 340	63
Emprunts	2 688	127
Taux d'imposition TP		17,1%
Bases d'imposition TP		1687
Taux de reversement TP***		56,8%
Encours de dette au 01/01/07	4 570	216

* : contingents, participation, subventions (D65) hors subventions d'équipement.

** : source DGCL

*** : $\text{taux de reversement TP} = \frac{\text{reversements fiscaux}}{\text{produit TP ou 4 taxes} + \text{compensations part salaires}}$

Source : analyse par la DGCL des budgets primitifs 2007, éventuellement corrigés des décisions modificatives au 30 juin 2007.

Le budget global des 169 communautés d'agglomération, qui rassemblent 21,2 millions d'habitants, atteint, en 2007, **16,8 milliards d'euros, soit un montant moyen de 796 euros par habitant**. Après reversement de fiscalité aux communes membres (attribution de compensation et dotation de solidarité communautaire), le volume total s'établit à 12,1 milliards d'euros, soit **573 euros par habitant**.

Bien que le ralentissement des créations de nouveaux groupements se poursuive, 5 communautés d'agglomération ont vu le jour en 2006 : 2 créations de CA *ex nihilo* et 2 transformations de CC à TPU et d'1 SAN en CA.

Ces CA récemment créées présentent un budget global inférieur à celui des générations anciennes, ce qui reflète la montée en puissance de ces groupements au cours du temps. Il en est de même pour le **taux de reversement de taxe professionnelle aux communes membres**, calculé en faisant le rapport entre les reversements fiscaux et les recettes de fiscalité directe auxquelles on ajoute la DGF part compensation : il atteint en moyenne 56,8% en 2007 et s'avère plus élevé pour les communautés d'agglomération apparues en 2004, 2005 et 2006, que dans celles ayant démarré en 2000.

¹ La liste des Communautés d'Agglomération est disponible sur le site de la DGCL :

http://www.dgcl.interieur.gouv.fr/Publications/CL_en_chiffres_2007/accueil_CL_en_chiffres_2007.htm

Cependant, les communautés d'agglomération ne sont plus de jeunes structures en construction, puisque les plus anciennes sont apparues à la suite de la loi du 12 juillet 1999, et les différences liées à l'ancienneté jouent de moins en moins.

Tableau 3 : Evolution 2007/2006 des dépenses et des recettes des communautés d'agglomération.

	Les 169 CA	Croissance à champ constant (164 CA)
Dépenses réelles totales	9,2%	7,4%
hors versements fiscaux	10,5%	9,0%
> Fonctionnement dont :	6,9%	4,9%
hors versements fiscaux	7,6%	6,0%
Dépenses de gestion directe	9,8%	8,5%
Transferts versés*	5,5%	3,6%
Intérêts de la dette	33,7%	28,7%
Reversements fiscaux	6,1%	3,5%
> Investissement dont :	14,0%	12,6%
Remboursement de dette	49,8%	48,1%
Dépenses d'équipement	1,7%	0,6%
Recettes réelles totales	8,4%	6,7%
hors versements fiscaux	9,4%	8,0%
> Fonctionnement dont :	3,6%	1,7%
hors versements fiscaux	2,0%	0,5%
DGF**	4,0%	1,7%
dont DGF part intercommunalité	5,1%	3,6%
dont DGF part compensation	3,6%	0,9%
Produit TP ou mixte	5,2%	3,1%
Compensations fiscales	51,6%	50,8%
Produit TP ou 4 taxes + DGF part compensation - versements fiscaux	3,1%	1,3%
Autres impôts	2,5%	1,7%
dont TEOM	3,0%	2,2%
> Investissement dont :	23,3%	22,2%
Subventions et participations	10,9%	10,5%
Emprunts	17,5%	16,2%

* : contingents, participation, subventions (D65) hors subventions d'équipement.

** : Source DGCL

n.s. : non significatif

Source : analyse par la DGCL des budgets primitifs 2007, éventuellement corrigés des décisions modificatives au 30 juin 2007.

La croissance globale de 10,5% hors versements fiscaux, s'explique par l'apparition de 5 nouvelles communautés d'agglomération en 2007, comme indiqué précédemment, mais elle reste inférieure à celle observée en 2005 et 2006 (respectivement 14,1% et 22,7%). Bien que l'année 2007 soit une année de croissance plus modérée des dépenses, à l'approche de l'achèvement de l'actuelle mandature municipale, les mouvements liés à la dette (intérêts et remboursements) sont en forte augmentation pour les CA par rapport à 2006.

Les dépenses de gestion, qui avaient augmenté de 16,6% en 2005, ne progressent plus que de 9,8% en 2007. Les versements fiscaux vers les communes membres progressent faiblement, voire diminuent : c'est le signe d'une intégration fiscale progressive et d'une montée en puissance des transferts de compétences.

Le taux d'imposition moyen de taxe professionnelle s'établit à 17,07% en 2007, ce qui correspond à une diminution de 0,7 % par rapport à 2006. Ce niveau ne dépend que partiellement des choix communautaires : il est calculé de façon automatique la première année de mise en place de la TPU, et son évolution est encadrée les années suivantes. On relève ainsi de fortes disparités dans les taux moyens d'imposition : par exemple le taux des CA dernièrement créées (15,54%) est nettement inférieur au taux moyen.

2 - Les budgets 2007 des 14¹ communautés urbaines.

Tableau 4 : Budgets 2007 des communautés urbaines.

	Les 14 CU			3 CU à 4 taxes		11 CU à TPU ou mixtes	
	millions €	€/hab	2007 / 2006	€/hab	2007 / 2006	€/hab	2007 / 2006
(hors gestion active de la dette)							
Dépenses réelles totales	8148	1304	1,0%	1018	-0,1%	1320	1,1%
hors reversements fiscaux	6950	1112	-3,4%	1006	-0,2%	1118	-3,6%
> Fonctionnement dont :	5192	831	0,0%	638	1,4%	842	0,0%
hors reversements fiscaux	3993	639	-7,5%	626	1,2%	640	-8,0%
Dépenses de gestion directe	2075	332	0,2%	410	1,2%	328	0,1%
Transferts versés*	1145	183	3,0%	113	8,4%	187	2,9%
Intérêts de la dette	172	28	13,4%	23	16,7%	28	13,2%
Reversements fiscaux	1198	192	37,6%	12	8,8%	202	37,7%
Autres dépenses	604	97	-39,1%	81	-10,1%	98	-40,0%
> Investissement dont :	2957	473	2,8%	380	-2,6%	478	3,0%
Remboursement de dette	464	74	26,9%	53	-14,2%	75	29,4%
Dépenses d'équipement brut	1863	298	-0,5%	245	-2,1%	301	-0,4%
Subventions d'équipement	293	47	n.d.	54	n.d.	46	n.d.
Recettes réelles totales	8124	1300	0,6%	984	-2,5%	1318	0,7%
hors reversements fiscaux	6925	1108	-3,9%	971	-2,6%	1116	-3,9%
> Fonctionnement dont :	5436	870	0,7%	673	1,6%	881	0,6%
hors reversements fiscaux	4237	678	-6,4%	661	1,4%	679	-6,8%
DGF**	1451	232	1,6%	148	1,6%	237	1,6%
Produit 4 taxes ou TPU	2441	390	3,1%	287	4,0%	396	3,1%
Compensations fiscales	115	18	4,6%	20	5,4%	18	4,5%
compensation - reversements fiscaux)	2158	345	-10,1%	328	3,3%	346	-10,7%
Autres impôts	857	137	-4,4%	80	1,7%	140	-4,6%
dont TEOM	437	70	-9,5%	62	21,4%	70	-10,7%
Autres recettes	571	91	-4,8%	139	-4,0%	89	-4,9%
> Investissement dont :	2688	430	0,5%	311	-10,1%	437	1,0%
Subventions et participations	444	71	15,3%	35	23,9%	73	15,1%
Emprunts	1476	236	1,0%	205	-21,1%	238	2,4%
Encours de dette au 1er janvier	6330	1013	n.d.	551	n.d.	1039	n.d.

* : contingents, participation, subventions (D65) hors subventions d'équipement.

** : source D GCL

n.d. : non disponible

Source : analyse par la DGCL des budgets primitifs 2007.

Le budget total, hors gestion active de la dette, de l'ensemble des 14 communautés urbaines s'élève à **8,1 milliards d'euros en 2007, soit un montant moyen de 1 304 euros par habitant**. Après reversement de fiscalité aux communes membres (attribution de compensation et dotation de solidarité des CU à TPU), le montant total s'établit à 6,9 milliards d'euros, soit **1 112 euros par habitant**.

Les dépenses totales des CU progressent de seulement 1,0% par rapport à 2006, de 1,1% pour les 11 CU à TPU et diminuent de 0,1% pour les 3 CU à fiscalité additionnelle.

Alors que l'année 2006 avait été marquée par la forte croissance des dépenses d'investissement (+28,8%) et la poursuite des grandes tendances observées les années précédentes, 2007 se caractérise par des croissances très faibles pour les CU, en section de fonctionnement et en section d'investissement.

Depuis 2003, **11 communautés urbaines sur 14 sont sous le régime de la TPU**, dont 3 en fiscalité mixte. Elles présentent en 2007 un budget moyen hors reversements fiscaux plus élevé que les 3 CU toujours sous le régime de la fiscalité additionnelle, notamment en matière d'effort d'équipement brut (301 €/h. pour les CU et à TPU et 245 €/h. pour les CU à fiscalité additionnelle).

Les CU à TPU accroissent au cours du temps leur intégration fiscale. Depuis 2005, elles conservent, pour l'exercice de leurs compétences, un montant de fiscalité supérieur à celui des 3 CU à fiscalité additionnelle.

Le taux d'imposition moyen de taxe professionnelle s'établit à 21,91% pour les CU à TPU en 2007, en croissance de 0,4%. Pour les CU à fiscalité additionnelle la croissance est de 1,7% en 2007, mais en fait une seule des trois a fait le choix d'augmenter ses taux.

¹ La liste des Communautés Urbaines est disponible sur le site de la DGCL :

http://www.dgcl.interieur.gouv.fr/Publications/CL_en_chiffres_2007/accueil_CL_en_chiffres_2007.htm

3 - Les budgets 2007 des 5¹ syndicats d'agglomération nouvelle.

Tableau 5 : Budgets 2007 des syndicats d'agglomération nouvelle.

(hors gestion active de la dette)	Les 5 SAN			
	millions €	€/hab	2007 / 2006	2007 / 2006 Champ constant
Dépenses réelles totales	548	1719	-4,8%	11,2%
hors reversements fiscaux	526	1650	-8,2%	7,3%
> Fonctionnement dont :	306	960	-10,3%	-1,7%
hors reversements fiscaux	284	891	-16,1%	-7,9%
Dépenses de gestion directe	137	429	-3,9%	10,4%
Dont dépenses de personnel	75	235	-12,6%	3,8%
Dont charges à caractère général	62	194	9,4%	19,5%
Transferts versés*	24	77	-19,4%	5,6%
Intérêts de la dette	42	132	27,9%	46,4%
Reversements fiscaux	22	69	n.s.	n.s.
> Investissement dont :	242	759	3,2%	33,4%
Remboursement de dette	61	190	-28,5%	0,7%
Dépenses d'équipement	163	511	59,0%	n.s.
Subventions d'équipement	16	49	n.s.	n.d.
Recettes réelles totales	527	1654	-7,2%	7,9%
hors reversements fiscaux	505	1585	-10,7%	4,0%
> Fonctionnement dont :	341	1069	-7,4%	2,4%
hors reversement TP	319	1000	-12,8%	-3,5%
DGF**	45	141	-20,7%	-7,5%
Recettes fiscales	238	746	-3,8%	4,7%
Produit TP ou 4 taxes	223	700	-6,0%	2,7%
Produit TP ou 4 taxes + DGF part				
compensation - reversements fiscaux	260	815	-13,0%	-4,8%
> Investissement dont :	186	585	-6,8%	19,8%
Subventions et participations	39	121	-6,5%	31,2%
Emprunts	126	396	-1,6%	31,9%

* : contingents, participation, subventions (D65) hors subventions d'équipement.

** : montant de la DGF inscrit dans les budgets.

n.d. : non disponible, n.s. : non significatif

Source : analyse par la DGCL des budgets primitifs 2007, éventuellement corrigés des décisions modificatives au 30 juin 2007.

En 2007, on ne compte plus que 5 SAN. Ces structures anciennes ont en effet vocation à se transformer en CA. Un SAN a effectué cette mutation en 2006. Le budget total des 5 SAN s'élève à 548 millions d'euros en 2007. A champ constant, c'est-à-dire en ne prenant en compte que les 5 SAN ayant fonctionné en 2006 et en 2007, les dépenses d'investissement apparaissent particulièrement élevées, en augmentation de 33,4% par rapport à 2006.

¹ La liste des Syndicats d'Agglomération Nouvelle est disponible sur le site de la DGCL : http://www.dgcl.interieur.gouv.fr/Publications/CL_en_chiffres_2007/accueil_CL_en_chiffres_2007.htm

4 - Les principaux ratios 2007 des communautés de communes.

Source : analyse par la DGCL des budgets primitifs 2007, éventuellement corrigés des décisions modificatives.

En 2007, le budget total des 2 319 communautés de communes étudiées¹ devrait atteindre un montant de 13,7 milliards d'euros dont 55% affectés aux dépenses de fonctionnement et 45% à l'investissement. Les recettes totales s'élèvent à 12,1 milliards d'euros.

4- 1- Les dépenses de fonctionnement

Tableau 6 : Principales dépenses de fonctionnement des communautés de communes en 2007.

Valeurs 2007 en euros par habitant	Dépenses de fonctionnement *	Dépenses de fonctionnement* – reversements fiscaux	Dépenses de gestion directe	Dont frais de personnel	transferts versés**	intérêts de la dette	Reversements fiscaux	Nombre de CC
< 3 500 habitants	294	292	183	87	89	9	2	348
3 500 - 5 000 habitants	236	234	145	66	69	7	2	220
5 000 - 10 000 habitants	203	200	125	53	59	5	3	434
10 000 - 20 000 habitants	201	197	120	49	59	5	4	241
20 000 - 50 000 habitants	213	203	128	50	63	5	11	88
50 000 habitants et plus	162	160	115	27	36	2	1	14
total CC à fiscalité additionnelle	209	204	128	52	60	5	5	1345
< 3 500 habitants	368	274	160	74	92	8	94	54
3 500 - 5 000 habitants	294	228	128	58	69	6	67	103
5 000 - 10 000 habitants	322	230	124	57	70	8	92	293
10 000 - 20 000 habitants	357	231	138	69	67	5	127	317
20 000 - 50 000 habitants	400	218	138	62	57	5	182	197
50 000 habitants et plus	320	141	77	30	48	2	180	10
total CC à TPU	366	221	132	62	63	5	146	974

* : hors travaux en régie.

** : contingents, participation, subventions (D65) hors subventions d'équipement.

Source : analyse par la DGCL des budgets primitifs 2007, éventuellement corrigés des décisions modificatives au 30 juin 2007.

Tableau 7 : Fonctionnement en % des dépenses de fonctionnement hors reversements fiscaux des CC.

En % des dépenses de fonctionnement hors reversements fiscaux	Dépenses de gestion directe	Dont frais de personnel	Transferts versés**	Intérêts de la dette
< 3 500 habitants	62,6%	29,9%	30,3%	2,9%
3 500 - 5 000 habitants	61,8%	28,2%	29,7%	3,1%
5 000 - 10 000 habitants	62,6%	26,3%	29,5%	2,6%
10 000 - 20 000 habitants	61,0%	24,9%	30,2%	2,8%
20 000 - 50 000 habitants	63,0%	24,8%	30,9%	2,4%
50 000 habitants et plus	71,8%	17,0%	22,7%	1,2%
total CC à fiscalité additionnelle	62,9%	25,4%	29,6%	2,6%
< 3 500 habitants	58,2%	26,8%	33,4%	3,1%
3 500 - 5 000 habitants	56,3%	25,4%	30,4%	2,8%
5 000 - 10 000 habitants	53,8%	24,6%	30,3%	3,6%
10 000 - 20 000 habitants	59,7%	29,8%	29,1%	2,2%
20 000 - 50 000 habitants	63,4%	28,7%	26,3%	2,3%
50 000 habitants et plus	54,5%	21,6%	34,3%	1,3%
total CC à TPU	60,0%	28,0%	28,4%	2,5%

Source : analyse par la DGCL des budgets primitifs 2007, éventuellement corrigés des décisions modificatives au 30 juin 2007.

¹ 81 communautés de communes n'étaient pas présentes dans le fichier des états budgétaires de la DGCP à la date de l'étude. Celle-ci porte donc sur 974 communautés de communes à TPU et 1 345 communautés de communes à 4 taxes.

Le tableau suivant présente les croissances observées entre les budgets primitifs 2006 et 2007, à champ constant, sans la distinction de régime fiscal. En effet un certain nombre de groupements est passé de la fiscalité additionnelle à la TPU entre ces deux exercices, rendant les comparaisons difficiles.

Tableau 8 : Evolution 2007/2006 des dépenses de fonctionnement des communautés de communes.

Evolution à champ constant	Dépenses de fonctionnement* – reversements fiscaux	Dépenses de gestion directe	Dont frais de personnel	Transferts versés	Intérêts de la dette	Reversements fiscaux
< 3 500 habitants	6,3%	6,6%	7,1%	5,7%	8,8%	8,7%
3 500 - 5 000 habitants	8,0%	7,9%	8,6%	7,1%	10,3%	3,8%
5 000 - 10 000 habitants	6,6%	7,5%	9,9%	3,7%	16,7%	8,0%
10 000 - 20 000 habitants	7,0%	6,7%	9,5%	4,4%	6,9%	0,2%
20 000 - 50 000 habitants	12,0%	12,3%	14,0%	12,6%	21,6%	2,8%
50 000 habitants et plus	10,5%	17,9%	20,2%	-11,2%	19,7%	-0,2%
Tous types de fiscalité	8,7%	9,3%	11,5%	6,0%	14,3%	2,4%

* : hors travaux en régie.

n.s. : non significatif

Source : analyse par la DGCL des budgets primitifs 2007, éventuellement corrigés des décisions modificatives au 30 juin 2007.

Ce sont les plus petites communautés de communes, dont la population est inférieure à 3 500 habitants, qui enregistrent les budgets de fonctionnement les plus élevés, qu'elles soient à fiscalité additionnelle ou à TPU ; si l'on neutralise les reversements de fiscalité, notamment ceux des groupements de communes à TPU, on constate que les niveaux de dépenses de fonctionnement sont comparables entre les CC à fiscalité additionnelle et celles à TPU.

La part des frais de personnel dans les dépenses courantes s'établit environ à un quart, comme en 2005, alors que la part des dépenses de gestion directe (charges à caractère général et charges de personnel) atteint 60% des dépenses de fonctionnement hors reversements fiscaux (et hors travaux en régie).

En 2007, la forte croissance des dépenses se poursuit ce qui traduit une montée en charge des opérations et des compétences exercées par les communautés de communes. La croissance est supérieure pour les communautés de plus grande taille.

4- 2 - Les recettes de fonctionnement

Tableau 9 : Principales recettes de fonctionnement des communautés de communes en 2007.

Valeurs 2007 en euros par habitant	Recettes de fonctionnement	Recettes de fonctionnement – reversements fiscaux	Recettes fiscales	Produit 4 taxes ou TPU	Produit 4 taxes ou TPU – reversements fiscaux	TEOM*
< 3 500 habitants	303	300	166	131	128	33
3 500 - 5 000 habitants	243	241	135	97	95	36
5 000 - 10 000 habitants	208	205	122	84	81	36
10 000 - 20 000 habitants	214	210	132	91	87	40
20 000 - 50 000 habitants	229	218	159	103	93	53
50 000 habitants et plus	168	167	121	69	67	53
total CC à fiscalité additionnelle	219	214	137	93	88	42
< 3 500 habitants	398	305	210	151	57	37
3 500 - 5 000 habitants	301	234	172	118	52	40
5 000 - 10 000 habitants	338	246	201	147	55	45
10 000 - 20 000 habitants	373	246	229	168	41	52
20 000 - 50 000 habitants	426	244	278	222	40	53
50 000 habitants et plus	332	153	225	167	n.s.	56
total CC à TPU	386	240	244	186	41	51

n.s. : non significatif

* Taxe d'enlèvement des ordures ménagères

Source : analyse par la DGCL des budgets primitifs 2007, éventuellement corrigés des décisions modificatives au 30 juin 2007.

Tableau 10 : Evolution 2007/2006 des recettes de fonctionnement des communautés de communes.

Evolution à champ constant	Recettes de fonctionnement	Recettes de fonctionnement – reversements fiscaux	Recettes fiscales	Produit 4 taxes ou TPU	Produit 4 taxes ou TPU – reversements fiscaux	TEOM*
< 3 500 habitants	4,8%	4,6%	3,7%	3,3%	2,6%	8,1%
3 500 - 5 000 habitants	5,3%	5,4%	7,7%	7,3%	8,4%	8,3%
5 000 - 10 000 habitants	6,0%	5,7%	7,3%	6,9%	6,3%	8,9%
10 000 - 20 000 habitants	4,4%	5,8%	3,0%	1,6%	3,4%	6,6%
20 000 - 50 000 habitants	7,2%	9,8%	7,2%	6,0%	14,0%	11,2%
50 000 habitants et plus	4,9%	8,3%	5,1%	2,8%	n.s.	9,0%
Tous types de fiscalité	5,9%	7,1%	5,7%	4,6%	7,6%	9,0%

n.s. : non significatif

* Taxe d'enlèvement des ordures ménagères

Source : analyse par la DGCL des budgets primitifs 2007, éventuellement corrigés des décisions modificatives au 30 juin 2007.

Les recettes de fonctionnement s'accroissent à un rythme moins important que celui des dépenses courantes. Les recettes fiscales évoluent de seulement 5,7% par rapport à 2006, alors que l'augmentation était de 9,6% en 2005.

La croissance plus modérée de la fiscalité directe s'explique :

- d'une part par la croissance moins importante de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères, +9,0% en 2007 ;

- d'autre part par l'importance du nombre de groupements ayant déjà opté pour le régime de la taxe professionnelle unique. **En effet, la fiscalité du secteur communal concerne de plus en plus l'intercommunalité par rapport aux communes *stricto sensu*.**

Tableau 11 : Fiscalité des communautés de communes en 2007.

	Taxe d'habitation	Foncier bâti	Foncier non bâti	Taxe professionnelle	Produit total
CC ayant conservé la même nature fiscale en 2006 et en 2007					
Evolution des taux	4,0%	4,3%	3,4%	1,0%	1,3%
Evolution des produits	9,2%	9,3%	6,0%	4,8%	5,5%
Ensemble des CC					
Evolution des taux	4,0%	4,4%	3,8%	1,9%	2,3%
Evolution des produits	7,9%	7,9%	4,0%	5,8%	6,1%

Source : DGCL, DGI.

Si l'on considère les communautés de communes qui ont conservé la même nature fiscale entre 2006 et 2007, on constate que l'augmentation moyenne de leurs taux d'imposition est de 1,3%, et de seulement 1,0% pour la taxe professionnelle : ce sont les impôts sur les ménages qui connaissent la plus forte croissance.

Tableau 12 : Dotation globale de fonctionnement et niveau d'épargne des communautés de communes en 2007.

Valeurs 2007 en euros par habitant	Dotation globale de fonctionnement*	Epargne brute	Taux d'épargne brute
< 3 500 habitants	44	8	2,7%
3 500 - 5 000 habitants	37	7	2,9%
5 000 - 10 000 habitants	30	5	2,3%
10 000 - 20 000 habitants	26	13	6,1%
20 000 - 50 000 habitants	23	16	6,8%
50 000 habitants et plus	18	7	4,3%
total CC à fiscalité additionnelle	27	10	4,6%
< 3 500 habitants	75	30	7,6%
3 500 - 5 000 habitants	70	7	2,3%
5 000 - 10 000 habitants	74	16	4,8%
10 000 - 20 000 habitants	84	16	4,2%
20 000 - 50 000 habitants	97	26	6,1%
50 000 habitants et plus	86	12	3,6%
total CC à TPU	77	20	5,1%

* Source : DGCL

Source : analyse par la DGCL des budgets primitifs 2007, éventuellement corrigés des décisions modificatives au 30 juin 2007.

Le montant moyen de dotation global de fonctionnement (DGF) atteint 27 euros par habitant pour les communautés de communes à fiscalité additionnelle et 77 euros par habitant pour celles à TPU. La croissance entre 2006 et 2007 n'est pas significative, du fait des calculs différents de DGF selon l'année de création (DGF de première, deuxième ou troisième année).

Le taux d'épargne brute (excédent des recettes de fonctionnement rapporté à ces recettes de fonctionnement) reste modéré, les communautés semblant calculer au plus juste leurs possibilités de financement des investissements.

4 - 3- Les opérations d'investissement

Tableau 13 : Principales opérations d'investissement des communautés de communes en 2007.

Valeurs en euros par habitant	Dépenses d'équipement brut	Subventions d'équipement versées	Remboursements de dette*	Subventions reçues	Emprunts prévus*
< 3 500 habitants	375	6	25	209	110
3 500 - 5 000 habitants	257	5	19	137	73
5 000 - 10 000 habitants	210	6	14	104	64
10 000 - 20 000 habitants	177	8	13	80	56
20 000 - 50 000 habitants	142	10	12	58	55
50 000 habitants et plus	70	20	4	40	25
total CC à fiscalité additionnelle	187	9	13	91	60
< 3 500 habitants	471	13	31	279	127
3 500 - 5 000 habitants	290	7	14	152	60
5 000 - 10 000 habitants	264	9	18	122	79
10 000 - 20 000 habitants	216	12	13	93	74
20 000 - 50 000 habitants	190	15	14	65	68
50 000 habitants et plus	79	7	10	28	32
total CC à TPU	210	12	14	86	70

* : hors gestion active de la dette

Source : analyse par la DGCL des budgets primitifs 2007, éventuellement corrigés des décisions modificatives au 30 juin 2007.

Comme on l'a déjà constaté pour les opérations de fonctionnement, ce sont les groupements de plus petite taille, à fiscalité additionnelle ou à TPU, qui devraient réaliser le plus gros effort d'équipement. Elles prévoient aussi de recevoir un plus grand montant de subventions et de recourir davantage à l'emprunt.

29,0% des investissements (hors remboursements de dette) pour les CC à TPU et 24,8% pour les CC à 4 taxes devraient être couverts par l'appel aux capitaux extérieurs en 2007.

Tableau 14 : Evolution 2007/2006 de l'investissement des communautés de communes.

Evolution à champ constant	Dépenses totales d'investissement *	Dépenses d'équipement brut	Rembourseme nts de dette*	Emprunts* prévus
< 3 500 habitants	10,6%	8,9%	4,8%	13,4%
3 500 - 5 000 habitants	15,4%	15,0%	6,2%	3,9%
5 000 - 10 000 habitants	13,1%	15,1%	-0,9%	29,1%
10 000 - 20 000 habitants	11,8%	10,2%	-3,6%	13,9%
20 000 - 50 000 habitants	16,4%	17,3%	2,0%	7,7%
50 000 habitants et plus	67,7%	54,4%	123,4%	25,6%
Tous types de fiscalité	14,7%	14,5%	2,1%	14,7%

* : hors gestion active de la dette

Source : analyse par la DGCL des budgets primitifs 2007, éventuellement corrigés des décisions modificatives au 30 juin 2007.

Les communautés de communes envisagent d'accroître de 14,5% leur effort d'équipement, à champ constant, entre 2006 et 2007. Il en ressort un recours à l'emprunt prévu en hausse de 14,7%.

Liste des tableaux

<u>Tableau 1</u> : Prévisions financières des EPCI pour l'année 2007, vue d'ensemble.	p. 2
<u>Tableau 2</u> : Budgets 2007 des communautés d'agglomération.	p. 3
<u>Tableau 3</u> : Evolution 2007/2006 des dépenses et des recettes des communautés d'agglomération.	p. 4
<u>Tableau 4</u> : Budgets 2007 des communautés urbaines.	p. 5
<u>Tableau 5</u> : Budgets 2007 des syndicats d'agglomération nouvelle.	p. 6
<u>Tableau 6</u> : Principales dépenses de fonctionnement des communautés de communes en 2007.	p. 7
<u>Tableau 7</u> : Fonctionnement en % des dépenses de fonctionnement hors reversements fiscaux des CC.	p. 7
<u>Tableau 8</u> : Evolution 2007/2006 des dépenses de fonctionnement des communautés de communes.	p. 8
<u>Tableau 9</u> : Principales recettes de fonctionnement des communautés de communes en 2007.	p. 8
<u>Tableau 10</u> : Evolution 2007/2006 des recettes de fonctionnement des communautés de communes.	p. 9
<u>Tableau 11</u> : Fiscalité des communautés de communes en 2007.	p. 9
<u>Tableau 12</u> : Dotation globale de fonctionnement et niveau d'épargne des communautés de communes en 2007.	p. 10
<u>Tableau 13</u> : Principales opérations d'investissement des communautés de communes en 2007.	p. 10
<u>Tableau 14</u> : Evolution 2007/2006 de l'investissement des communautés de communes.	p. 11

Définition et mode de calcul des concepts utilisés (nomenclature M14)

Dépenses d'équipement brut : immobilisations incorporelles (compte 20), immobilisations corporelles (compte 21), travaux en cours (compte 23) et opérations pour compte de tiers (comptes 456 et 457).

Dépenses de gestion directe : dépenses des lignes budgétaires 011 (charges à caractère général) et 012 (frais de personnel et assimilés).

Dépenses réelles de fonctionnement : total des dépenses de la colonne mouvements réels de la balance générale, en section de fonctionnement. Ce montant ne comporte pas l'éventuel déficit de fonctionnement reporté de l'exercice 2006.

A ces dépenses, on retire les travaux en régie (R72) pour obtenir les dépenses réelles de fonctionnement hors travaux en régie.

Dépenses réelles d'investissement : total des dépenses de la colonne mouvements réels de la balance générale en section d'investissement duquel on soustrait les opérations liées à la gestion active de la dette.

Dette totale : capital restant dû, au 1^{er} janvier de l'exercice, sur les dettes contractées à l'origine pour une durée supérieure à deux ans.

Emprunts : recettes réelles du compte 16 en investissement, desquelles on soustrait la gestion active de la dette.

Épargne brute : excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. L'épargne brute est affectée notamment au remboursement de la dette.

Fonds de compensation de la TVA (FCTVA) : dotation de l'État destinée à rembourser aux collectivités locales la TVA acquittée sur leurs biens d'équipement, recette du compte 10222.

Fonds de roulement : excédent global de clôture rapporté aux dépenses totales de l'exercice et converti en nombre de jours.

Frais de personnel : ligne budgétaire 012.

Gestion active de la dette : Les mouvements liés aux opérations de gestion active de la dette ont été exclus de l'étude, car leur volume perturbe l'analyse et les évolutions.

Le terme « gestion active de la dette » regroupe :

- d'une part les remboursements anticipés de dette classiques refinancés par emprunt et comptabilisés à l'article 166 « refinancement de dette » ;
- d'autre part les mouvements de dette équilibrés en dépenses et en recettes correspondant à l'utilisation des nouveaux produits de gestion active de la dette : crédit long terme renouvelable (CLTR), ouverture de crédit à long terme (OCLT) et prêt à capital et taux modulable (PCTM) comptabilisés à l'article 16449 « opérations afférentes à l'option de tirage sur ligne de trésorerie ».

Impôts et taxes : recettes du compte 73 en section de fonctionnement.

Intérêts de la dette payés : dépenses réelles du compte 661 en section de fonctionnement.

Produit des 4 taxes : contributions fiscales directes, recettes du compte 7311 en section de fonctionnement.

Recettes réelles de fonctionnement : total des recettes de la colonne mouvements réels de la balance générale en section de fonctionnement.

Recettes réelles d'investissement : total des recettes de la colonne mouvements réels de la balance générale en section d'investissement, duquel on soustrait les opérations liées à la gestion active de la dette.

Remboursement de dette : compte 16, duquel on déduit les mouvements liés à la gestion active de la dette (dépenses des comptes 166 et 16449).

Reversements fiscaux : dépenses du compte 739, hors reversement de taxe sur les transports et hors dégrèvements aux jeunes agriculteurs.

Subventions d'équipement : dépenses du compte 204 en section d'investissement.

Subventions et participations d'investissement reçues : recettes du compte 10 (hors compte 1068 : excédent de fonctionnement capitalisé) et du compte 13.

Taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM) : recettes du compte 7331 en section de fonctionnement.

Transferts versés (= contingents, participations, subventions) : dépenses du compte 65, hors subventions d'équipement (D6571, D6572, D6575) qui sont comptabilisées en section d'investissement dans le compte D204, depuis le 1^{er} janvier 2006.